Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 23 (1965)

Heft: 2

Artikel: Enseignement universitaire et développement économique : quelques remarques sur la situation particulière du Brésil

Autor: Salter, Malcolm

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-135909

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Enseignement universitaire et développement économique

QUELQUES REMARQUES SUR LA SITUATION PARTICULIÈRE DU BRÉSIL [1]

Malcolm Salter
assistant de recherche, IMEDE
Institut pour l'étude des méthodes de direction de l'entreprise,
Lausanne

Dès son arrivée au Brésil, le visiteur est frappé par l'ampleur de l'effort accompli par la communauté industrielle en vue du développement économique du pays. Le taux cumulatif de croissance économique a atteint une moyenne annuelle de 5,8 % pour le produit national brut de 1947 à 1961 [2]. Les milieux d'affaires, à tous les niveaux hiérarchiques, sont fiers du développement vigoureux de l'économie brésilienne, même si les effets de cette croissance économique sont quelque peu atténués par un taux d'accroissement démographique de 3,14 % par an et bien que le taux de croissance du produit brut soit tombé à 2 % en 1963 [3]. Et pourtant, en dépit de progrès certains et d'efforts immenses, il est une question que les hommes d'affaires et les milieux gouvernementaux se posent constamment: « Pourquoi la communauté industrielle existante ne fait-elle pas preuve de plus de dynamisme et pourquoi n'assiste-t-on pas à la création de nouvelles entreprises en plus grand nombre ? » En d'autres termes, pourquoi les entrepreneurs brésiliens en puissance sont-ils si peu enclins à s'installer sur un marché qui est loin d'être saturé. Il est d'ailleurs curieux de constater que cette réticence est particulièrement accusée dans les régions éloignées des grandes villes industrielles, c'est-à-dire dans les régions mêmes qui offrent des marchés de grandes dimensions et naturellement protégés.

En examinant cette question de plus près, on constate rapidement que l'existence de possibilités d'action sur le plan économique ne fait pas inévitablement apparaître une classe d'entrepreneurs aptes à les saisir. Le premier objectif de cet article est donc d'étudier brièvement quelques-unes des causes de cette situation. Le deuxième est d'analyser plus longuement les efforts faits actuellement en vue de remédier à l'apathie relative que l'on constate chez les « entrepreneurs en puissance ». A ce propos, l'importance primordiale des programmes d'éducation dans le processus de développement économique sera mise en évidence. La conclusion soulignera, d'une part, la nécessité de faire porter l'accent, plus que

---

[1] Les idées présentées dans cet article sont le résultat d'un voyage d'études fait au Brésil en 1963 avec la « Mission Bollay ». Ce groupe avait été envoyé par l'Agence pour le développement international (Département d'Etat américain) afin de déterminer dans quelles conditions les universités américaines, et en particulier leurs écoles techniques et d'administration, pourraient contribuer utilement au développement économique de l'Amérique latine, promouvoir la petite et la moyenne entreprise et aider à la formation de chefs d'entreprises et de personnel technique capables de diriger ces entreprises. L'intention de l'auteur n'est pas d'analyser les recommandations officielles du groupe mais plutôt de présenter un certain nombre d'observations et de recommandations personnelles, suscitées par ce voyage d'études, et portant sur le rôle de l'éducation dans le développement économique. Le matériel qui a servi de base à cet article a été fourni par de nombreuses conversations que l'auteur a eues avec des étudiants, des professeurs, des chefs d'entreprises, des banquiers et des économistes. L'auteur a limité ses observations au Brésil, mais il espère que ses remarques seront généralement valables pour d'autres pays en voie de développement.

[2] *Quarterly Review*, Bank of London and South America, Londres, octobre 1964, p. 186.

[3] *Ibid*, p. 187.

ce n'est le cas actuellement, sur les programmes d'éducation et, d'autre part, mettra en lumière ce qu'une telle recommandation implique pour les programmes d'assistance appliqués à des pays tels que le Brésil.

Discussion du problème

Avant d'analyser les causes et conséquences de la situation décrite plus haut, il faut définir brièvement ce qu'est l'esprit d'entreprise et justifier l'importance que nous attachons à ce sujet. L'esprit d'entreprise (« entrepreneurship ») joue un rôle-clé dans le développement économique; ce dernier dépend, dans une large mesure, de la mise au point de méthodes nouvelles et toujours plus efficaces d'assurer les besoins essentiels et autres de l'homme. Pour prouver cette hypothèse, prenons un exemple concret: on savait depuis longtemps qu'un procédé permettant de produire économiquement de petites quantités de ciment conduirait à une diminution du coût de la construction et améliorerait les conditions de vie de nombreux habitants de régions agricoles et semi-agricoles. Lorsqu'un tel procédé fut mis au point — il s'agissait d'un four vertical — et qu'une usine fut construite dans la province de Ceará dans le nord-est du Brésil, sa production fut immédiatement absorbée par un marché impatient. Cette initiative contribua ainsi à une augmentation de l'emploi, non seulement dans l'usine de ciment elle-même, mais aussi dans les activités auxiliaires. Grâce à cette nouvelle source de travail, les revenus et la consommation de la région augmentèrent et sa croissance économique en fut accélérée.

Notre exemple d'une fabrique de ciment dans le nord-est du Brésil, quelque simplifié qu'il soit, montre bien les avantages économiques qui découlent de l'« innovation ». Si l'accent a été mis juqu'ici sur le facteur « innovation », la fonction de direction (« management ») du chef d'entreprise n'en est pas moins importante dans la croissance économique. Les professeurs Harbison et Myers ont exprimé cette idée de manière très claire, dans les termes suivants: « Dans la marche vers l'industrialisation, le capital financier, la technologie et les ressources naturelles ne sont que des agents passifs. Ce sont les hommes qui sont les forces actives. Ce sont les hommes qui créent et dirigent les organisations et institutions que requiert la civilisation industrielle moderne. Ce sont eux qui construisent et dirigent les entreprises, qui combinent les ressources naturelles, la technologie et l'effort humain en vue d'atteindre des buts productifs » [1].

L'entrepreneur contribue au développement économique de son pays par son sens de l'« innovation » et par sa capacité d'organisation; il y contribue également par le fait qu'il accepte volontairement de prendre des risques. Quiconque accepte le risque que comporte toute nouvelle forme d'activité économique contribue au développement économique de son pays, comme l'ont fait les propriétaires de la fabrique de ciment mentionnée plus haut.

Il vaut la peine de souligner qu'il existe une corrélation négative entre la capacité technique et administrative d'un entrepreneur et sa perception subjective du risque; plus un entrepreneur est sûr de ses compétences techniques, plus il a confiance dans ses chances de succès, et moins il attache d'importance au risque que comporte l'entreprise. Les entrepreneurs qui ont créé la fabrique de ciment n'étaient pas les premiers à prendre conscience du besoin auquel cette fabrique répondait et à réaliser les possibilités de profit qui découlaient

---

[1] FREDERICK HARBISON et CHARLES A. MYERS: *Management in the Industrial World,* McGraw-Hill, New York, 1959, p. 3-4.

de ce besoin, mais ce sont eux qui, les premiers, ont eu une confiance suffisante en leurs capacités techniques pour prendre l'initiative de créer cette entreprise à leurs propres risques.

Après avoir relevé le rôle-clé de l'esprit d'initiative dans le développement économique, nous devons maintenant expliquer pourquoi un pays comme le Brésil en est par trop dépourvu. Trois facteurs principaux sont généralement avancés pour expliquer ce phénomène, à savoir: les vestiges d'attitudes sociales et économiques du XIXe siècle, un sentiment général d'infériorité technique, même dans les milieux fortunés, et l'incapacité des universités de remplir plusieurs de leurs tâches essentielles. Il nous faut maintenant passer en revue ces trois facteurs et présenter quelques exemples de la situation actuelle.

Les attitudes sociales sont rarement immuables, et elles ne le sont certainement pas au Brésil. Et pourtant, au cours de plusieurs conversations portant sur les barrières sociales qui empêchent les personnalités les plus valables de participer à de nouvelles entreprises, il est devenu évident que les hommes qui disposent des plus grandes ressources financières n'envisagent pas du tout leur rôle comme celui d'entrepreneurs. Dans de nombreux cas, les membres de la haute bourgeoisie, traditionnellement de grands propriétaires fonciers, cherchent encore à se distinguer des classes plus simples en évitant les fonctions qui les placent en contact direct avec le monde du travail manuel. Pour de tels gens, une carrière dans l'administration publique ou le barreau s'impose naturellement; une carrière d'homme d'affaires, par contre, ne peut entrer en ligne de compte car elle serait en conflit avec des préjugés de classe solidement établis: elle manque, en effet, de prestige sur le plan intellectuel et fait penser à un travail manuel ou semi-technique.

Non seulement l'élite du pays se détourne généralement des affaires, mais ceux-là mêmes parmi ses membres qui embrassent une carrière d'homme d'affaires sont critiqués pour la façon dont ils remplissent leurs fonctions et, en particulier, pour leur refus de s'intéresser aux questions terre à terre, mais souvent essentielles, de la fonction de direction. Comme l'a noté le professeur Hagen, dans son étude sur le changement social, un membre de l'élite peut occuper la position de chef d'entreprise ou de cadre, sans qu'un tel rôle implique le souci des détails. « Le fait pour un membre de l'élite de se préoccuper de ces questions triviales détruirait une source majeure de différenciation entre lui et « les manuels », et le menacerait ainsi dans son identité » [1]. Nous sommes en présence d'un cercle vicieux: rares sont les membres de l'élite qui se chargent d'une activité de direction et ceux qui le font sont empêchés d'utiliser pleinement leurs capacités parce que leur initiative est restreinte par un respect excessif de la hiérarchie des valeurs imposée par leur classe.

Un second facteur est souvent avancé pour expliquer le manque d'esprit d'initiative que l'on constate chez les entrepreneurs en puissance: leur vision des problèmes économiques et commerciaux et, en particulier, leur conception du profit sont, en effet, des obstacles majeurs sur la voie du développement économique. Une longue histoire d'inflation et d'instabilité politique, ainsi que l'étroitesse et la vulnérabilité des marchés intérieurs, ont amené les bailleurs de fonds et les chefs d'entreprises en puissance à rechercher rapidement des bénéfices élevés. La maximisation du profit à long terme n'entre pas en ligne de compte; une telle conception du profit empêche les entrepreneurs de saisir des occasions d'investissement fort intéressantes, mais dont le bénéfice ne peut être attendu avant plusieurs années, c'est-à-dire avant que le marché ne se soit développé et que l'entreprise n'ait atteint des dimensions adéquates. Cette attitude explique, dans une très large mesure, pourquoi ceux qui ont

---

[1] E. HAGEN: *On the Theory of Social Change*, The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1962, p. 77.

des fonds disponibles ne les investissent que dans des entreprises commerciales ou spéculatives ou dans les biens fonciers. De plus, historiquement, la petite entreprise brésilienne est une affaire de famille; cette tradition est jalousement gardée même de nos jours. Bien qu'au Brésil (de même que dans les autres pays de l'Amérique latine) la famille soit plus large et plus unie qu'en Europe ou en Amérique du Nord, cette tradition ralentit certainement la croissance économique, car elle limite au cercle familial les sources de capital utilisables au financement de toute expansion future. Dans de nombreux cas, en effet, les réserves familiales peuvent ne pas suffir à ce financement et l'entreprise se trouve condamnée à ne pas se développer au-delà de certaines limites. La conception selon laquelle toute entreprise doit appartenir à 100 % à son fondateur s'oppose à toute forme d'association et de propriété en commun (« joint ventures ») et ralentit en conséquence la formation de nouvelles entreprises. Cette attitude oblige l'entrepreneur à être, tout à la fois, innovateur, directeur et financier, alors que, sur le plan de l'efficacité, ces activités pourraient être plus utilement réparties entre plusieurs personnes qui, en mettant en commun leurs ressources financières et leurs aptitudes, pourraient créer et exploiter une entreprise de manière plus rationnelle.

Les attitudes sociales et économiques esquissées ci-dessus sont renforcées par un sentiment général d'infériorité sur le plan des techniques, sentiment qui existe même parmi la classe la mieux éduquée. Le terme de « technique » est utilisé ici dans son sens le plus général et s'applique aussi bien aux techniques de l'ingénieur qu'à celles de l'organisation et de la gestion des entreprises. A plusieurs reprises, par exemple, on a insisté sur les difficultés qui existent pour les gens dont l'expérience est limitée à des entreprises soit agricoles, soit purement commerciales, à envisager des projets industriels plus vastes. Le succès des projets industriels plus vastes repose, en effet, sur deux bases: l'efficacité mécanique d'un processus de production et l'efficacité de la gestion, des finances, du marketing, du contrôle. de la production, etc. Or ces techniques de direction et de gestion sont celles qui sont le moins largement répandues et leur absence explique le peu d'intérêt que rencontrent les projets industriels.

Prenons un exemple de cette situation et étudions le cas d'un « problème technique » assez typique: la gestion des flux de fonds (« cash-flow ») et des liquidités. Toute entreprise qui opère dans un environnement aussi inflationiste que le Brésil, doit continuellement faire face à des problèmes de ce type. Premièrement, du fait de l'inflation, il y a une sous-évaluation générale des actifs, qui entraîne une diminution constante de la valeur des amortissements exprimée en termes réels; en conséquence, le poids des impôts est en constante augmentation. Cette situation se perpétue indéfiniment puisqu'une réévaluation des actifs est taxée comme une plus-value. Deuxièmement, les débiteurs ont tendance à être toujours en retard dans leurs paiements. Ce phénomène s'explique par la conception courante selon laquelle un débiteur doit tenir en haleine son créancier jusqu'au moment extrême où ce dernier se refusera à toute livraison additionnelle (déterminer ce moment de crise est devenu une sorte de sport national). Pour faire face à un problème financier tel que celui-ci, l'entrepreneur doit avoir confiance dans les méthodes qu'il utilise pour gérer les liquidités de l'entreprise. Cette confiance dépend des réponses qu'il apporte aux questions techniques suivantes: Comment faut-il placer les liquidités de caisse ? Dans quelle mesure peut-on ou doit-on utiliser l'inventaire à des fins d'épargne ou à des fins spéculatives ? Comment équilibrer le désir de protéger la valeur réelle des liquidités ou les investissements dans des actifs réels et le maintien d'une liquidité suffisante à l'exploitation courante ? Il n'est certes pas aisé de résoudre ces problèmes, et peu d'entrepreneurs en puissance sont armés pour y faire face.

Un dernier facteur, qui est fréquemment cité pour expliquer l'apathie relative des entrepreneurs, a trait à la nature et à l'organisation de l'enseignement universitaire. Les universités brésiliennes — répète-t-on constamment au Brésil — n'insistent certainement pas assez sur le rôle économique et sur les possibilités qu'ouvre l'activité de chef d'entreprise. La plupart des étudiants quittent l'université en ignorant tout de ce qu'une carrière d'homme d'affaires pourrait leur offrir. Dans de nombreux cas, on a le sentiment que l'université donne à ses étudiants une éducation plus doctrinaire que fonctionnelle. La présence de professeurs non qualifiés — présence qui justifie, incidemment, quelques-unes des grèves d'étudiants — et les opinions d'extrême-gauche des intellectuels — qu'ils soient des idéalistes ou des idéologues communistes — contribuent à créer un environnement universitaire explosif et peu favorable à la formation des futurs entrepreneurs privés et des cadres d'entreprises.

L'auteur a constaté, particulièrement dans le nord du Brésil, que l'attitude des étudiants et l'atmosphère générale de l'université sont caractérisées par un mécontentement considérable. A Salvador, par exemple, les étudiants de la Faculté des sciences économiques étaient en grève depuis trois mois lorsque l'auteur passa dans cette ville en juillet 1963; des étudiants de gauche étaient accusés d'avoir organisé le mouvement. Une analyse des faits montra que le motif de la grève était le suivant: il était impossible aux étudiants de recevoir une instruction valable en sciences économiques parce qu'aucun des professeurs n'était porteur d'un diplôme dans cette branche. Comme l'un des leaders estudiantins le déclara alors: « Je dois quitter Salvador parce qu'il m'est impossible d'y étudier les sciences économiques et cette décision me coûtera très cher. » [1]

Malgré la tendance prononcée des étudiants sud-américains à adopter les points de vue les moins orthodoxes, il n'en reste pas moins qu'un nombre important d'entre eux est intéressé par les problèmes de gestion des entreprises et de développement économique de leur pays. En fait, plusieurs personnalités proches des universités provinciales brésiliennes estiment que les activités « politiques » indiquées ci-dessus sont, dans une large mesure, une conséquence du fait que les étudiants sont inoccupés, que les universités manquent de locaux, d'équipement et de personnel, que les professeurs sont peu qualifiés, etc. Dans une très large mesure, les universités sont incapables de communiquer efficacement avec les groupes d'étudiants et tendent par-là à réduire, plutôt qu'à accroître, le désir d'apprendre de ces derniers.

Quoiqu'il y ait certainement d'autres facteurs qui pourraient expliquer cette apathie, les trois raisons esquissées ci-dessus sont probablement celles que l'on entend citer le plus souvent. Notre intention n'est pas de développer ici une étude socio-économique exhaustive de ces facteurs, mais plus simplement de présenter quelques-unes des raisons profondes expliquant la situation actuelle. Nous avons noté tout d'abord le rôle important que les entrepreneurs doivent jouer dans le développement économique, et nous avons ensuite mis en lumière quelques-uns des facteurs essentiels qui limitent le dynamisme des hommes d'affaires du Brésil. Nous avons ainsi défini notre problème de telle manière que nous pouvons maintenant examiner les solutions qu'il est possible de lui apporter.

Eléments d'une solution

Au Brésil, comme dans d'autres pays en voie de développement, deux méthodes et deux types de programmes sont actuellement utilisés pour stimuler l'activité et l'esprit d'ini-

[1] Il est bien clair que cet exemple est un cas extrême. Il est intéressant de noter par contre que le Brésil a fourni quelques économistes de réputation mondiale, tels Roberto Campos et Celso Furtado.

tiative des entrepreneurs: les uns sont patronnés par des institutions gouvernementales et les autres, par des instituts académiques. Dans les paragraphes suivants, notre intention sera de comparer les objectifs de ces deux types de programmes, plutôt que de décrire en détail leur mécanisme et leur fonctionnement.

Les institutions gouvernementales, qui dépendent souvent de l'aide extérieure, patronnent six types de programmes en vue d'encourager le développement de l'esprit d'entreprise (les désignations de ces programmes et de ces institutions changent souvent d'un pays à l'autre, et plusieurs programmes sont parfois regroupés sous une seule direction; ce sont les fameux « servicios » [1] de l'Amérique latine).

1. Le programme qui a reçu le plus d'attention depuis la création de « l'Alliance pour le Progrès » est celui des groupes nationaux de planification économique. Ces groupes déterminent quelles régions doivent recevoir une position prioritaire, dirigent l'effort national vers celles-ci et offrent souvent des avantages substantiels sur le plan fiscal ou juridique aux entreprises qui sont prêtes à investir dans ces régions et dans les secteurs économiques considérés comme hautement prioritaires.

2. Les « centres de développement industriel » régionaux s'efforcent d'encourager et de stimuler l'esprit d'initiative chez les chefs d'entreprises, tout à la fois en analysant les ressources disponibles et les marchés potentiels pour des produits industriels et en diffusant largement les conclusions de leurs analyses.

3. Les « centres de productivité » ont été organisés pour apporter une aide technique et administrative aux entrepreneurs.

4. Les «centres de recherche industrielle» les aident à résoudre des problèmes techniques que suscite le développement des nouvelles industries.

5. Les entrepreneurs peuvent se mettre au courant des méthodes de gestion en participant aux séminaires organisés par les groupements locaux des différentes fédérations industrielles, grâce à l'aide financière de l'« United States Agency for International Development ».

6. Les « banques pour le développement industriel » mettent des fonds à la disposition des entrepreneurs qui orientent leurs activités selon les directives établies par ces banques ou par les groupes de planification économique. Citons, à titre d'exemple, quelques-uns des critères utilisés par ces banques dans leurs opérations de prêt: l'entreprise requérante doit avoir pour but d'extraire et de transformer des matières premières de la région de façon à en augmenter la valeur dans des proportions importantes; elle doit, grâce à une main-d'œuvre bon marché et grâce à la proximité des marchés, remplacer des produits importés par des produits locaux; elle doit créer des occasions de travail à un rythme égal à celui de la croissance des centres urbains, etc.

En théorie aussi bien qu'en pratique, ces programmes ont pour but d'encourager et de faciliter l'activité créatrice des chefs d'entreprises. Ils visent essentiellement à créer des institutions qui peuvent fournir une aide immédiate au développement industriel. Ils sont basés sur l'hypothèse implicite qu'un réservoir d'entrepreneurs en puissance existe et qu'il suffit de quelques encouragements pour que ces derniers se manifestent. Cette hypothèse est justifiée et acceptable, dans une certaine mesure. Ces programmes gouvernementaux, en guidant

---

[1] Pour une description du « servicio », voir JOHN P. POWELSON: *Latin America: Today's Economic and Social Revolution,* McGraw-Hill, New York, 1964, p. 228-229.

et dirigeant les efforts des entrepreneurs, en les encourageant, en leur apportant une aide financière et technique, ont pour effet de réduire l'intensité des risques courus.

Pourtant, si fonctionnels qu'ils soient, ces programmes, n'ont pas *pour but direct* de faire sauter le vrai goulet d'étranglement qui empêche le développement d'une nouvelle classe (et d'une nouvelle élite) d'entrepreneurs. Comme nous l'avons montré précédemment, ce goulet est la conséquence d'attitudes sociales et économiques périmées, du manque profond de connaissances techniques de la classe dite instruite, et de l'accent mis par les universités sur le côté « non utilitaire » de l'enseignement. S'il est vrai que ce sont ces facteurs qui créent ce goulet d'étranglement, des programmes gouvernementaux comme ceux esquissés ci-dessus ne représentent au mieux que des palliatifs et des solutions temporaires. De par leur nature, ils ne contribuent guère à une solution définitive du problème du développement d'une large classe d'entrepreneurs dynamiques.

Les programmes patronnés par les institutions académiques, financés largement de l'extérieur, visent plus directement le cœur du problème. Leur but est d'exercer une influence favorable *à long terme* sur le processus de développement économique en suscitant et en développant les compétences techniques et les attitudes socio-économiques qui sont nécessaires à l'entrepreneur pour réussir.

Ces programmes sont de deux types. Le premier vise à aider les universités à se développer elles-mêmes, à améliorer les méthodes et le contenu de leur enseignement, et à l'adapter au besoin en hommes des régions dans lesquelles elles sont situées. De nombreuses universités qui ont pris conscience de leurs propres faiblesses participent avec des universités américaines à des programmes coopératifs visant à augmenter et à améliorer leur corps enseignant et à étendre le programme de leurs cours. De nombreux professeurs américains ont passé une ou plusieurs années en Amérique latine pour les aider dans cet effort. Le programme coopératif qui a eu le plus de succès dans ce domaine est sans doute celui des Facultés d'administration des affaires de São Paulo, Salvador et Porto Alegre, réalisé en collaboration avec l'Ecole d'administration des affaires de la Michigan State University [1]. L'échange de professeurs a eu lieu également dans la direction opposée, et de nombreux professeurs sud-américains se sont rendus en Europe ou aux USA, afin de poursuivre leur formation et leurs études dans les domaines techniques, scientifiques, agricoles ou commerciaux.

Le second type de programme patronné par les institutions académiques est l'« extension service », réalisé grâce à une collaboration des universités et des milieux industriels. Dans le cadre d'un tel programme, l'université offre une assistance « technique » à des entreprises qui s'engagent à mettre à exécution les projets industriels conçus et étudiés en commun. Ces programmes en sont, dans l'ensemble, encore au stade embryonnaire. L'Université de l'Etat de Ceará, en collaboration avec l'Université de Californie, Los Angeles, a développé, sous la direction du professeur Asimow [2], le plus avancé de tous ces programmes. Un groupe de professeurs et d'étudiants licenciés des deux universités ont mis sur pied, en collaboration avec des actionnaires et des directeurs locaux, cinq sociétés: un moulin à blé, une manufacture de souliers, une fabrique de radios, une fabrique de céramique et une fabrique de produits en bois pressé.

Des plans sont actuellement à l'étude pour la création de nouvelles sociétés qui s'occuperont de la production du ciment et de la mise en valeur des produits laitiers et de la viande. Une partie du travail académique des étudiants (en sciences techniques et économiques, en

---

[1] Un nombre important d'universités dans d'autres pays d'Amérique latine ont des relations similaires avec les facultés techniques et agricoles de différentes universités américaines.

[2] Voir l'article de *Time,* Atlantic Edition, 14 août 1964, p. 64.

agronomie, en économie d'entreprise et même en sociologie) consiste à réaliser des enquêtes de marché, à étudier les aspects techniques et commerciaux du projet, à développer l'organisation interne des sociétés, à mettre au point le produit, à établir des plans de construction et à aider à trouver le capital initial, aussi bien auprès des habitants de la région, qu'auprès des banques de développement régional. Des programmes similaires sont en cours au Chili, en Equateur et au Mexique; de nouvelles demandes parviennent actuellement du Pérou, du Venezuela et d'Amérique centrale.

Ces deux types de programmes ont un succès remarquable et ont montré qu'il existe des étudiants qui veulent et réclament une éducation d'un genre nouveau. A Salvador, le cours d'administration des affaires est le seul qui équivale à une occupation à plein temps aussi bien pour les professeurs qui le donnent que pour les étudiants qui le suivent. Le volume considérable de travail imposé aux étudiants a créé un véritable esprit de corps. A Ceará, les étudiants ne sont pas seulement les dépositaires de connaissances techniques, mais participent activement à la création et à la gestion de nouvelles entreprises.

Il est clair que ces deux programmes s'attaquent directement aux trois facteurs qui limitent le dynamisme de la communauté industrielle. Des facultés d'administration des affaires, de sciences économiques et techniques, organisées sur des bases modernes, contribuent efficacement à la suppression des vestiges d'attitudes sociales et économiques du XIXe siècle et à la formation d'une base technique solide chez les futurs entrepreneurs. Des programmes « extension service », tel le projet Asimow à Ceará, renforcent les cours traditionnels des universités par une expérience pratique et contribuent utilement, par la même occasion, au développement industriel de la région. Ces deux programmes d'éducation ont pour but de supprimer les obstacles qui s'opposent au développement à long terme de la communauté industrielle du Brésil.

Conclusion

Nous n'avons évidemment rien inventé lorsque nous avons souligné le rôle vital que joue l'éducation, tout spécialement au niveau universitaire, dans le développement économique. Depuis longtemps, les enseignants aussi bien que les économistes considèrent le développement des ressources humaines comme un facteur crucial dans le processus du développement économique. Deux économistes de renom ne viennent-ils pas d'écrire: « Il y a un degré de corrélation élevé, et probablement une relation de cause à effet, entre les effectifs scolaires (et, en conséquence, les investissements faits dans le secteur éducation) et le niveau de développement économique d'un pays exprimé par son produit national brut (PNB) par habitant; le degré de corrélation est encore plus élevé lorsque l'on considère seulement les effectifs scolaires du degré secondaire et, à fortiori, du degré universitaire»[1]. Ce qui importe, par contre, c'est la conclusion que nous tirons de cette observation générale. Nous avons,

---

[1] FREDERICK HARBISON et CHARLES A. MYERS: *Education, Manpower and Economic Growth*, McGraw-Hill, New York, 1964, p. 185. Voir en particulier les pages 3-15 pour une discussion détaillée des efforts faits récemment afin d'incorporer les investissements du secteur éducation dans une analyse économique plus large. En résumé, quatre méthodes principales ont été utilisées: 1. analyser le rapport entre les investissements du secteur éducation et la croissance du PNB dans le même pays, au cours de plusieurs années; 2. déterminer par élimination successive la contribution de l'éducation au PNB; 3. calculer le taux de rendement des investissements du secteur éducation; 4. comparer de pays à pays les effectifs scolaires et le revenu moyen par tête d'habitant.

en effet, constaté que les programmes patronnés par les institutions académiques s'attaquent directement à certains des obstacles parmi les plus importants qui limitent le développement économique du Brésil. Nous avons ainsi montré comment et pourquoi les objectifs et les méthodes de ces programmes d'éducation se différencient de ceux des programmes patronnés par les institutions gouvernementales. C'est en mettant en lumière cette différence que nous avons pu dégager l'importance relative des programmes patronnés par les universités.

Comment choisir parmi tous les différents programmes qui visent à stimuler le développement économique et comment établir une judicieuse échelle des priorités ? Tel va être l'objet de notre conclusion.

Les programmes patronnés par les institutions gouvernementales, comme nous l'avons vu, contribuent sans l'ombre d'un doute au développement industriel à court terme des pays latino-américains. Il en va de même des différents programmes d'infrastructure dont le caractère essentiel est généralement reconnu. Notre intention n'est pas de minimiser leur importance. Les programmes d'éducation esquissés ci-dessus, à cause du rôle important qu'ils jouent dans le développement d'une classe de chefs d'entreprise, devraient, par contre, recevoir beaucoup plus d'attention et de support que cela n'a été le cas dans le passé. Il est très difficile de réunir des données statistiques sur le montant des fonds et du temps affectés à de tels programmes; l'auteur est cependant convaincu que ceux-ci sont encore largement insuffisants: les six universités d'Etat les plus importantes du Brésil (à l'exception de celles situées dans le « Triangle d'Or ») ont fortement exprimé leur désir de recevoir une aide importante pour le développement de leur corps enseignant, de leurs programmes de cours et de leur « extension services » afin d'être mieux à même de remplir leurs tâches et de former d'une façon régulière des étudiants pourvus des qualifications et des aptitudes nécessaires à l'entrepreneur brésilien du XXe siècle. L'intérêt énorme que l'expérience Asimow a suscité en Amérique latine est une autre preuve de ce besoin.

Nous sommes ainsi incités à demander, en conclusion, non seulement qu'un effort plus grand soit entrepris sur le plan de l'éducation, mais aussi — et ceci est tout aussi important — que cet effort porte sur de *nouvelles formes* d'enseignement. Il est, en effet, essentiel que l'accent soit mis sur les concepts et les méthodes les plus modernes des sciences techniques et de l'administration des affaires et que ces efforts visent spécifiquement à éliminer les facteurs qui limitent le développement économique de ces pays. De tels programmes, soigneusement mis au point par les universités devraient être considérés comme hautement prioritaires par « les groupes nationaux de planification » et par les programmes d'assistance internationale. Ils doivent être établis dès aujourd'hui et mis à exécution aussitôt que possible, afin que soient disponibles au cours des années à venir les ressources humaines nécessaires au développement industriel. Ils doivent, de plus, être soutenus et supportés par des efforts portant sur les écoles secondaires, afin qu'augmente le nombre et que s'améliore la préparation des étudiants entrant à l'Université. Il faut également s'efforcer de créer un corps enseignant travaillant à plein temps pour que les universités puissent se concentrer entièrement à la tâche que l'avenir de leur pays exige d'elles.

Comparé aux coûts des programmes gouvernementaux esquissés ci-dessus, le coût des programmes académiques est très faible; l'effet de ces derniers peut cependant être considérable. Il suffit, en effet, d'un seul professeur, donnant un cours fonctionnel bien conçu, pour influencer profondément, en relativement peu de temps, un grand nombre d'étudiants. Parmi ceux-ci certains peuvent, à leur tour, devenir professeurs et inculquer le même enseignement de valeur à de nouveaux élèves. Lorsque le nombre des professeurs croît en pro-

gression arithmétique, le nombre des élèves peut croître en progression géométrique, tout au moins pendant un certain temps.

Les appels d'assistance provenant des universités d'Amérique latine révèlent la ferme volonté de ces dernières de former des hommes capables d'affronter les problèmes passionnants du développement économique de leur pays. Il est d'autre part certain que ces universités auront besoin d'un apport financier extérieur et de conseils d'experts pour développer des programmes de haute qualité. N'est-ce pas là un domaine qui ouvre de vastes possibilités d'action aux programmes d'aide à l'étranger de l'Europe et des Etats-Unis ?